

Les dépôts des résidents du reste du monde

En marge de ces développements, les dépôts des contreparties ne résidant pas dans la zone euro affichaient une hausse globale de 2,51 milliards d'euros pour atteindre un encours de 55,34 milliards d'euros. Les principaux contributeurs à cette augmentation furent les autres intermédiaires financiers et les ménages, dont les montants déposés ont augmenté respectivement de 2,35 milliards d'euros et 2,73 milliards d'euros durant la période sous revue. A l'inverse, les dépôts des administrations publiques ont diminué de 2,95 milliards d'euros.

Tableau 3.8 :

Dépôts reçus par les établissements de crédits des non résidents de la zone euro

(encours en fin de période en millions d'euros, des différences peuvent apparaître en raison des arrondis)

	MONTANTS EN MILLIONS D'EUROS			VARIATION EN MILLIONS D'EUROS ET EN %				POIDS RELATIF
	12-2013	09-2014	12-2014	12-2013 - 12-2014		09-2014 - 12-2014		12-2014
				EN MILLIONS D'EUROS	EN %	EN MILLIONS D'EUROS	EN %	
Total	52 828	54 292	55 340	2 512	4,8	1 049	1,9	100,0
Administrations publiques	4 362	3 923	1 407	-2 955	-67,7	-2 516	-64,1	2,5
Autres intermédiaires financiers	22 553	23 710	24 907	2 354	10,4	1 197	5,0	45,0
Sociétés d'assurances et fonds de pension	750	1 318	1 407	657	87,6	89	6,7	2,5
Sociétés non financières	12 852	11 849	12 581	-271	-2,1	732	6,2	22,7
Ménages & ISBLM	12 311	13 490	15 038	2 726	22,1	1 547	11,5	27,2

Encadré 3.3 :

CRÉANCES DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SUR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DES PAYS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE ET DE PAYS D'AUTRES RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES

Afin d'évaluer le comportement général des banques luxembourgeoises face au risque souverain, les expositions en termes de crédits accordés et de titres publics détenus sont présentées dans les tableaux ci-dessous. Une attention toute particulière est accordée aux titres émis par des pays dont la robustesse financière est considérée comme étant plus fragile.

Tableau 3.9 :

Encours de crédits accordés par les établissements de crédit luxembourgeois aux administrations publiques des pays membres de l'Union européenne et d'autres régions géographiques (en millions d'euros, des différences peuvent apparaître en raison des arrondis)

	12-2009	12-2010	12-2011	12-2012	12-2013	12-2014
Luxembourg	2 455	2 554	2 592	2 613	2 723	2 891
Allemagne	742	524	448	415	476	538
Belgique	231	176	339	291	257	286
Espagne	860	806	732	348	374	154
France	321	215	168	140	118	99
Portugal	0	0	58	58	58	58
Autriche	34	32	34	35	34	36
Pays-Bas	4	4	32	28	26	29
Italie	51	30	10	71	29	13
Finlande	1	1	0	0	0	0
Chypre	0	0	0	0	0	0
Estonie	0	0	0	0	0	0
Grèce	97	21	0	0	0	0
Irlande	0	0	0	0	0	0
Lettonie	0	0	0	0	0	0
Lituanie	0	0	0	0	0	0
Malte	0	0	0	0	0	0
Slovaquie	0	0	0	0	0	0
Slovénie	0	0	0	0	0	0
Zone euro	4 794	4 363	4 412	4 000	4 096	4 105
Royaume-Uni	2 636	2 767	3 329	3 331	2 952	3 971
Suède	11	0	0	0	0	0
Hongrie	3	0	0	0	0	0
Bulgarie	0	0	0	0	0	0
Croatie	0	0	0	0	0	0
Danemark	1	0	0	0	0	0
Pologne	0	0	0	0	0	0
Roumanie	0	85	0	0	0	0
République Tchèque	0	0	0	0	0	0
UE hors zone euro	2 650	2 852	3 329	3 331	2 952	3 971
UE	7 444	7 215	7 741	7 330	7 048	8 076
Autres pays	589	580	616	538	418	349
Etats-Unis	664	415	348	283	220	199
Suisse	1 039	993	983	915	701	141
Institutions supranationales	0	0	0	9	9	0
Japon	0	0	0	0	0	0
Hors UE	2 292	1 988	1 947	1 746	1 348	689
Tous pays	9 736	9 203	9 688	9 076	8 396	8 765

Source : BCL

Le tableau 3.9 ci-dessus met en évidence une légère reprise du volume total des crédits accordés par les banques luxembourgeoises aux administrations publiques par rapport à décembre 2013, toutes zones géographiques confondues. En effet, l'encours de ces créances s'élevait à 8,76 milliards d'euros fin décembre 2014, en augmentation de 4,4% par rapport à son niveau de décembre 2013.

Les créances envers les administrations des pays de la zone euro étant relativement stables lors de ces trois dernières années, cette évolution a trouvé son origine dans une augmentation des créances envers les administrations de l'Union européenne hors zone euro, notamment britanniques, dont l'encours a augmenté de 35% (1,02 milliard d'euros) entre

décembre 2013 et décembre 2014. Hors Union européenne, les banques luxembourgeoises ont réduit leur financement aux gouvernements de certaines économies avancées telles que les États-Unis et la Suisse.

L'encours relativement élevé des créances bancaires envers les Administrations publiques luxembourgeoises s'explique par le fait que les Administrations locales au Luxembourg, dont la dette atteignait 1,03 milliard d'euros à la fin de l'année 2014, se financent exclusivement par emprunts bancaires sans aucun recours à l'émission obligataire.

DÉTENTION DE TITRES PUBLICS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT LUXEMBOURGEOIS

Au 31 décembre 2014, le portefeuille de titres publics détenus par les banques luxembourgeoises s'élevait à 60,16 milliards d'euros, enregistrant une hausse de 24,7% par rapport au 31 décembre 2013. Cette augmentation non négligeable se doit néanmoins d'être nuancée. En effet, les titres étant portés à l'actif à leur juste valeur, il est nécessaire de tenir compte des effets de valorisation (effets de change et effets de prix) des transactions afin de mieux éclairer cette évolution. Entre décembre 2013 et décembre 2014, les effets de valorisation ont été positifs et ont atteint 2,25 milliards d'euros. De plus, les établissements de crédit ont également réalisé de nombreux achats de titres publics émis par des pays membres de l'Union européenne, les transactions s'élevant à 8,59 milliards d'euros durant la même période d'observation. Cette hausse significative des positions envers des contreparties de l'Union européenne résultait principalement de l'acquisition d'obligations néerlandaises (2,08 milliards d'euros), autrichiennes (1,63 milliard d'euros), belges (1,5 milliard d'euros) et allemandes (1,29 milliard d'euros). L'attrait pour les émissions obligataires étatiques s'explique probablement par un besoin de constituer un stock de titres hautement liquide afin de se conformer à la réglementation Bâle III en matière de liquidité. Le ratio de liquidité de court terme, défini selon les accords de Bâle III, incite les établissements de crédit à acquérir de la dette souveraine fortement liquide et réputée sans risques. L'attrait pour ce type d'actif devrait donc persister.

Tableau 3.10 :

Encours de titres publics détenus par les établissements de crédit luxembourgeois
(en millions d'euros, des différences peuvent apparaître en raison des arrondis)

	12-2009	12-2010	12-2011	12-2012	12-2013	12-2014
France	6 561	3 982	4 783	7 510	8 922	9 488
Italie	10 577	9 780	6 732	8 440	8 830	9 149
Allemagne	4 399	5 593	4 791	5 866	6 406	8 015
Belgique	4 302	5 025	3 214	3 039	2 964	4 594
Espagne	5 732	4 125	2 950	2 715	2 556	3 378
Pays-Bas	1 585	2 010	1 460	1 263	1 071	3 066
Autriche	865	1 124	1 086	1 161	1 024	2 979
Luxembourg	291	607	676	884	1 052	1 181
Portugal	1 626	1 294	1 148	922	905	957
Irlande	307	106	80	274	366	430
Finlande	257	330	547	479	174	809
Slovaquie	41	42	78	134	166	228
Slovénie	36	16	37	63	43	80
Lituanie	103	87	82	34	28	37
Lettonie	16	16	16	16	16	4
Grèce	2 823	2 060	729	1	1	0
Chypre	26	25	22	4	5	0
Malte	0	0	0	0	0	0
Estonie	0	0	0	0	0	0
Zone euro	39 547	36 222	28 431	32 805	34 529	44 395
Pologne	1 281	893	978	814	829	838
Hongrie	747	491	414	349	300	245
Royaume-Uni	64	64	154	160	147	377



	12-2009	12-2010	12-2011	12-2012	12-2013	12-2014
République Tchèque	173	165	167	183	197	198
Suède	117	76	42	42	60	26
Danemark	74	55	48	16	15	12
Croatie	9	0	0	9	8	9
Bulgarie	19	0	0	0	0	0
Roumanie	0	0	0	0	0	0
UE hors zone euro	2 484	1 744	1 803	1 573	1 556	1 705
UE	42 031	37 966	30 234	34 378	36 085	46 100
Etats-Unis	3 939	4 241	5 503	4 928	3 835	4 227
Japon	540	661	782	949	471	668
Suisse	93	564	74	68	18	153
Autres pays	5 197	4 816	3 488	3 011	2 794	2 543
Institutions supranationales	2 621	3 249	3 916	4 661	5 021	6 464
Hors UE	12 390	13 531	13 763	13 617	12 139	14 055
Tous pays	54 421	51 497	43 997	47 995	48 224	60 155

Source : BCL

En revanche, les banques de la place n'ont pas affiché le même intérêt pour les titres publics émis par des pays considérés comme émergents⁵. A titre indicatif, elles détenaient ce type de dette pour un montant de 1,61 milliard d'euros fin décembre 2014. L'exposition des banques luxembourgeoises aux obligations souveraines des pays émergents reste très limitée.

Tableau 3.11 :

Encours de titres publics émis par les pays émergents détenus par les établissements de crédit luxembourgeois
(en millions d'euros, des différences peuvent apparaître en raison des arrondis)

	12-2009	12-2010	12-2011	12-2012	12-2013	12-2014
Europe	2 163	1 580	1 553	1 257	1 200	1 125
Amérique du Sud et Centrale	897	901	273	240	425	467
Asie	21	21	21	22	21	15
Total pays émergents	3 081	2 503	1 847	1 518	1 645	1 607

Source : BCL

⁵ Liste des pays émergents par zone géographique : Europe (Bulgarie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Russie, Turquie et Ukraine), Amérique du Sud et Centrale (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Mexique, Pérou et Venezuela), Asie (Chine, Inde, Indonésie, Malaisie, Pakistan, Philippines et Thaïlande).

1.4 LE COMPTE DE PERTES ET PROFITS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

1.4.1 Evolution des revenus

Le tableau 3.12 présente les principales sources de revenus et dépenses de l'ensemble des banques de la place financière, y compris celles générées par leurs succursales à l'étranger, ainsi que leur évolution entre les années 2013 et 2014. Selon des chiffres encore provisoires, le résultat net dégagé par les banques luxembourgeoises s'élevait à 4,30 milliards d'euros fin décembre 2014 et affichait une progression de 16,4% en rythme annuel sous l'effet d'une baisse conjuguée des provisions générales et des dépréciations nettes actées ainsi qu'une amélioration des résultats divers.